

Généalogie d'une pédagogie sociale du Développement Social Local (DSL)

*Les enseignements d'une recherche-action coopérative pour sortir des
impuissances d'agir du travail du social !*

Nadine Souchard (Correspondances Citoyennes)¹
et Laurence Gravel (La Trame)²

Penser l'épidémie et approfondir le changement de paradigme du Développement Social Local (DSL)

L'expérience de l'épidémie du coronavirus est une interpellation brutale et sans appel. Elle questionne notre modèle de solidarité sociale, en ce qu'il rend saillant les inégalités entre ceux qui ont une « vie de rechange », qui peuvent œuvrer en télétravail en toute protection, et les plus précaires, assignés à la bonne distance sociale, à des comportements normalisés par l'urgence sanitaire, enjoins à travailler de façon précaire pour certains, invisibilisés pour beaucoup... Par ailleurs, cet épisode peut accélérer la dématérialisation des relations, renforcer l'isolement et les mises à distance, encourager les injonctions contradictoires qui pèsent plus fortement sur les personnes vulnérabilisées.

Il peut aussi faire basculer notre modèle de solidarité dans une version modernisée et néo-libérale de la philanthropie, comme l'ont suggéré les appels en tout sens de la puissance publique et d'organismes assurantiels aux dons³, voire à de nouvelles contributions pour soutenir « l'effort de guerre » des soignants et des hôpitaux publics. Il nous paraît donc urgent et nécessaire d'ouvrir à nouveaux frais la réflexion sur notre modèle de solidarité nationale, pour élargir le référentiel de l'Etat Providence. Comme le rappelle avec force Robert Castel (1995), il est consubstantiel de notre conception de la citoyenneté sociale et politique. Mais les attentes contemporaines d'égalisation des rapports sociaux viennent régulièrement rappeler qu'il ne peut être réduit à des logiques redistributives qui montrent d'ailleurs leurs limites aujourd'hui (Payet, Purenn, 2015). À ce titre, des discussions et des orientations fondatrices ont été portées en 2015 par les Etats Généraux du travail social (Dagbert, 2015), faisant le constat des limites et de l'incomplétude de nos protections. En réaction, le texte prône la référence au développement social local (DSL) et encourage les approches collectives du travail social, en revendiquant des inspirations québécoises tout en souhaitant leur « nécessaire adaptation » à la société française (Avenel, Bourque, 2017)

¹ Nadine Souchard est sociologue (chercheuse associée au laboratoire de science politique et de sociologie Arenes, Rennes). Fondatrice de Correspondances Citoyennes, elle propose et anime des formations-actions, des expérimentations sociales et des recherches-actions coopératives afin de soutenir des transformations sociales qui questionnent et imaginent de nouveaux liens entre démocratie et solidarité. Pour lire davantage, suivre le lien <http://correspondancescitoyennes.fr>

² Laurence Gravel est formatrice et accompagnatrice de dynamiques collectives au sein de *La Trame*. Formée au développement social et communautaire au Québec, elle s'est constitué un bagage hybridant les points de vue et pratiques de la France et du Québec, y développant un fort intérêt pour les dynamiques de groupe, le «travail du commun», et les pratiques de l'éducation populaire. Pour lire davantage, suivre le lien <https://latrametisserlecol.wixsite.com/la-trame>

³ Certaines assurances ont proposé à l'issue du premier confinement de 2020 que la chute du nombre d'accidents de la route, consécutive de cette période, ouvre à des déductions de cotisations ou à des dons pour l'hôpital public.

Pour autant, force est de constater que les transformations substantielles portées par la référence au développement social local peinent à s'imposer. Certes, de nouveaux profils de postes se développent au sein des services d'action sociale des départements (sous l'intitulé de *chargé.e de mission de développement social local* ou *agent.e de développement social*, par exemple) mais, pilotés par le haut, les marges de manœuvre de ces acteurs risquent d'être souvent limitées et de n'affecter qu'accessoirement les pratiques sociales. Nous constatons qu'à l'instar de l'introduction de personnes référentes et supposées garantes de la participation aujourd'hui dans certaines organisations (précédemment autour du développement durable), tout se passe comme si le développement social local était envisagé comme un supplément d'activités et non pas comme venant transformer de l'intérieur les pratiques, postures et orientations du travail du social. Pourtant, faire l'expérience de logiques et principes d'actions éloignés des pratiques d'interventions sociales contemporaines apparaît comme un enjeu extrêmement important si l'on souhaite ne pas en rester aux déclarations d'intention. Cela pose donc la question de quel développement social local nous souhaitons et des voies que nous pouvons emprunter pour donner du champ à notre conception de la solidarité.

Le présent article ouvre des pistes de réflexions à cet égard, en s'appuyant sur une démarche collective expérimentale menée entre 2017 et 2019 sur la commune de Mordelles, un territoire périurbain rennais. La section suivante, intitulée «Origine et méthodologie pour une démarche de recherche-action coopérative» retrace l'origine, la nature de la démarche collective et les formes inventées ensemble au cours des trois années.

En somme, le présent article donne à voir ce qu'initier une telle démarche peut vouloir dire, mais aussi ce qui s'y est produit en termes de transformations des pratiques sociales et de potentialités déployées par les nouveaux espaces de coopération locale. Cela ouvre, selon nous, des perspectives stimulantes, mais qui suppose de s'appuyer sur un programme volontariste inédit de recherches-actions formatives pour « sortir des impuissances d'agir du travail social »⁴.

Origine et démarche d'une recherche-action coopérative

Cette démarche a été initialement portée par le Conseil de Développement de Rennes Métropole (communément appelé «Codespar» à l'époque, aujourd'hui connu sous l'intitulé «CODEV», pour Comité de Développement) qui s'est autosaisi des questions de précarité et a établi un premier diagnostic à partir d'auditions et de lectures de rapports réalisés en interne. Ses membres soulignent les effets délétères de la prévalence de l'accompagnement individualisé dans le travail social, des politiques d'activation qui assignent les personnes concernées, dénonçant la segmentation des dispositifs et la faiblesse des coordinations au sein des institutions sociales... La composante alors syndicale et associative du conseil de développement (représentants de syndicats employeurs et salariés, structures intermédiaires, membres d'ATD Quart Monde ...) rassemble dans le diagnostic des dimensions rarement articulées en pointant l'enjeu de penser symétriquement les souffrances contemporaines des travailleurs sociaux (perte de sens, sentiment d'impuissance...) et les vécus des personnes concernées par les situations de précarité. Leur souhait d'expérimenter des pratiques socialement

⁴ Nous faisons résonance ainsi avec un appel à communication de la Revue Française des Affaires Sociales (RFAS) de 2019 qui titrait : « Impuissance et pouvoir d'agir des travailleurs sociaux ».

novatrices sur un territoire périurbain sera à l'origine d'une recherche-action que nous avons accompagnée, au sein du Collège Coopératif en Bretagne, au titre de coordonnatrice - pour Nadine Souchard - et de co-animatrices et chercheuses impliquées, en binôme avec Laurence Gravel. La démarche a mobilisé pendant près de trois années une vingtaine d'acteurs, soit une dizaine de professionnels et bénévoles du social et une dizaine de personnes directement concernées par des précarités⁵, au travers d'ateliers coopératifs mensuels et d'expérimentations sur l'espace public.

Le terme d'expérimentation sociale coopérative, que nous défendons aujourd'hui, s'est imposée à nous lorsqu'il nous a fallu présenter la démarche aux professionnels du champ social et bénévoles associatifs susceptibles de s'y inscrire. Nous avons alors décliné notre proposition autour de trois notions qui nous semblaient essentielles: 1) **l'expérimentation** est présentée comme un moment **d'expression de la citoyenneté** par la mobilisation et l'investissement dans des sujets qui les concernent à partir d'insatisfactions et afin de trouver les moyens de s'en saisir pour une mise en mouvement ; 2) **la référence au social** est argumentée à partir d'une critique du sens souvent restrictif du terme à des «problèmes sociaux», a contrario il s'agit de sortir de cet enfermement et d'**ouvrir les possibles** en reliant plutôt le social à la **société** ; 3) **la coopération**, c'est à dire la **création d'un commun** dominé par l'attention à l'autre, la recherche d'égalisation des paroles est présentée comme la pierre angulaire d'une démarche qui permet la participation de tous.

La frise (jointe à cet article) retrace les différentes étapes et dispositifs mobilisés pour accompagner cette mise en recherche collective d'un groupe d'acteurs volontaires. Elle n'a pas la prétention de modéliser les voies d'un DSL, mais plutôt de restituer les modalités d'accompagnement proposées en fonction tout à la fois des envies et besoins des personnes qui s'exprimaient mais aussi des difficultés que nous pouvions identifier et que nous avons, à chaque fois, tentées de mettre au travail ensemble.

La démarche a été soutenue financièrement par la Fondation de France principalement, au titre de la participation des personnes en situation de précarité et, par le département d'Ille-et-Vilaine, au titre de l'insertion sociale.

À partir de ce portrait synthétique de la démarche, nous déployons, dans les sections suivantes, les questions qui nous ont traversées au cours des trois années et témoignent des enjeux à partir desquels réfléchir des pratiques renouvelées pour le DSL, à savoir les postures et rôles à développer pour animer et faciliter les démarches de DSL ; l'intérêt de lever les barrières entre métiers, professions et fonctions bénévoles dans une démarche de DSL ; les conditions favorables à mettre en œuvre pour soutenir l'action transformatrice ; et finalement la place des décideurs politiques dans le soutien de nouvelles pratiques de DSL.

I. Ce qu'animer et faciliter une démarche de DSL peut vouloir dire

⁵ Nous employons à plusieurs reprises le terme de «personnes concernées» pour distinguer les personnes qui, au sein du groupe, font l'expérience ordinaire et quotidienne de ce qui est questionné et travaillé au sein de l'expérimentation (ici la précarité, entendue comme toute forme d'instabilités sociale, financière, administrative, de santé ou autre qui mettent en difficulté les personnes) et les professionnels ou volontaires associatifs qui s'impliquent dans le groupe parce qu'ils sont interpellés par le sujet, mais qui n'y sont pas confrontés dans leur vie personnelle et intime. Si le vocable «personnes concernées» nous semble imparfait à l'usage, c'est tout de même celui que nous employons dans l'article parce que c'est celui qui est habituellement employé dans la littérature. Néanmoins, nous n'employons jamais ce mot avec les personnes impliquées dans la démarche, chacun-e se disant «concerné-e» ou «interpellé-e» par les enjeux discutés.

La proposition de recherche-action, que nous avons qualifiée sur le terrain *d'expérimentation sociale coopérative*, a constitué, pour nous ainsi que pour les personnes qui s'y sont associées, un véritable laboratoire social. A bien des égards, nous considérons que deux processus expérimentaux se sont mis en place : le nôtre, en tant que chercheuses et animatrices-facilitatrices qui avons exploré, à cette occasion, de nouvelles postures d'accompagnement et une pédagogie sociale singulière que nous tentons de préciser ci-dessous⁶ ; celui du groupe de bénévoles et volontaires qui, dans un premier temps, s'est mobilisé autour de nos propositions et, dans un second temps, s'est engagé et s'est approprié une dynamique collective à des fins de transformation sociale.

En ce sens, nous avons été des chercheuses⁷, impliquées dans la naissance et la vie d'une dynamique collective où nous avons été instigatrices et catalyseurs, accompagnatrices et soutiens, mais aussi engagées dans une réflexivité sur le sens des étapes transformatrices. Ce positionnement complexe et nos propositions d'animation se sont construits progressivement, soutenus par les interactions avec les membres du groupe, mais ont aussi été guidés par nos intuitions et nos réflexivités sur les *productions sociales*⁸ qui se dessinaient étape par étape. Avec le recul, cette expérience collective a fait émergé un *commun*⁹ en renforçant les dimensions coopératives entre des personnes et les institutions, en tentant aussi de prendre en compte au mieux les rapports de domination qui structurent le champ du social. Il nous semble que c'est en multipliant les expériences sensibles et subjectives dans l'ordinaire des interactions que de nouvelles pratiques sociales ont pu émerger, bougeant progressivement les rôles et les places, plus particulièrement ceux des travailleur.e.s du social, en mettant en tension la représentation de la professionnalité et de l'agir citoyen.

A. Prendre positions !

De la participation à la construction des publics

La question de la participation des « publics » de l'action sociale est souvent présentée comme une nécessaire et légitime recomposition de notre modèle de solidarité sociale. Elle est cependant parfois décriée, par certains chercheur.e.s, comme une nouvelle rhétorique susceptible de renforcer l'adhésion des populations aux dispositifs dont elles relèvent (Gourgues, 2016 ; Vrancken, 2010). Pourtant elle laisse place à des ouvertures

⁶ Jusqu'à présent, nos propositions avaient surtout consisté à accompagner des collectifs de professionnels, d'acteurs associatifs et/ou militants. Dans ce cas précis, la mobilisation d'un collectif et le travail auprès des personnes concernées ont été plus spécifiquement travaillés ce qui a ouvert de nouvelles perspectives et réflexions sur nos pratiques d'animatrices-facilitatrices

⁷ Nous avons été « chercheuses » de façon plurielle : en nous mettant en recherche sur le processus et les étapes de la dynamique sociale, en soutenant nos réflexivités par des aller-retour avec des dimensions de la recherche mais aussi dans l'ambition réflexive autour de la recherche-action et du DSL, comme c'est le cas dans cet article.

⁸ Nous entendons par *productions sociales* non seulement les productions objectives du collectif comme les diagnostics mais aussi les questionnements, les transformations de postures, de positionnement, les nouvelles aspirations sociales qui vont naître dans le cadre de la dynamique sociale de cette expérimentation.

⁹ La référence aux *communs* s'est beaucoup développée sur la période contemporaine mais dans des acceptations qui peuvent variées. Nous considérons à la suite de Pascal Nicolas-Le Strat (2013 et 2018) que le « travail du commun » intègre deux perspectives : agir en commun (coopération, collégialité, autonomie) et agir le commun (capacitation collective, dynamique instituante, pouvoir constituant), deux visées qui nous paraissent indissociables.

démocratiques (Gauchet, 2007), des décloisonnements et des expériences sensibles subjectives, susceptibles de dégager des capacités d'action et des marges d'autonomie nouvelle pour les citoyens. C'est bien cette dernière interprétation qui nous stimule et oriente nos postures et propositions.

Aussi, radicaliser la démocratie consiste, dans notre conception, à susciter une démocratie en acte dans les organisations ou collectifs que nous accompagnons (Souchard, Banovich, 2018). En d'autres mots, il s'agit de permettre à la démocratie de se déployer concrètement dans les arènes de vie sociale autour des sujets qui concernent les individus. Et, si l'on souhaite que les personnes concernées contribuent aux débats et agissent sur les questions qui les touchent, il n'est pas suffisant de les y inviter. Entre autre chose, il est nécessaire que les personnes s'en sentent la légitimité, c'est-à-dire qu'elles conscientisent le lien qui les unit à la question traitée : en quoi ce problème me concerne-t-il ? Qu'est-ce que je peux avoir à en dire ? C'est quoi mon intérêt ? Puis, pour que leur parole soit entendue, encore faut-il que leur point de vue soit considéré comme relevant d'un intérêt public et non pas relégué comme un problème strictement privé. Enfin, les personnes qui s'identifient autour d'un même enjeu (c'est-à-dire une communauté d'intérêts), doivent pouvoir se rencontrer pour agir collectivement et pour donner de la voix à leurs propositions.

Ce processus, nous le qualifions «*d'émergence des publics*», c'est-à-dire l'émergence d'une dynamique sociale à travers laquelle des personnes concernées conscientisent et problématisent leur situation comme relevant d'un *problème public*. Plus précisément, dans le positionnement de facilitation sociale que nous adoptons, il s'agit de soutenir les personnes, et plus particulièrement les personnes concernées, afin qu'elles se constituent comme «public» au sens de J. Dewey (Zask, 2015), à savoir comme actrices pleinement légitimes pour réfléchir et agir dans et sur l'espace public. Concrètement, il s'agit de les accompagner dans leur identification de ce qui fait problème public, de les soutenir dans leurs enquêtes sociales, de faciliter l'émergence de *communs*, de favoriser la diffusion de récits publics qui s'élaborent et de les soutenir dans des pistes d'actions pour que des transformations sociales positives s'opèrent. Et, si nous parlons de radicalité démocratique, c'est que selon nous, ces pratiques constituent aujourd'hui des expériences à bien des égards atypiques dans notre société (Souchard, 2019) : en reliant ainsi expériences ordinaires et gouvernement démocratique, comme le soutient J. Dewey dans l'approche pragmatique, elles permettent à la vie démocratique d'être incarnée et, par la même, confortée.

Recherche-action et éthique de la coopération

Nous nous référons volontiers au terme de *recherche-action coopérative* pour décrire la dynamique d'hybridation que nous privilégions entre recherche et action, tant dans nos propositions d'animation que dans notre éthique du lien avec les personnes. Bien que ce terme désigne un spectre de pratiques diversifiées, un des fils directeurs de nos propositions consistent à emprunter et croiser des démarches d'éducation populaire ainsi que des réflexions et dispositifs de la recherche pour tisser nos pratiques. Il s'agit ainsi d'imaginer des dispositifs adaptés à la dynamique des groupes, mais aussi de soutenir notre propre réflexivité. La référence à l'*éthique de la coopération*, telle que la définit R. Sennett (2012) est explicite dans notre référentiel, en ce qu'il privilégie l'empathie, la convivialité, la facilitation comme façons d'être et d'agir en société et singulièrement dans les groupes (Souchard, 2019).

Nos pratiques s'inscrivent donc dans cette filiation des recherches-actions en «*résistance à toutes les impositions institutionnelles que l'on se place dans le champ du*

savoir ou dans celui du travail social » (Herrerros, 2015). En venant radicaliser une démocratie en acte par des pratiques d'égalisation des savoirs et de reconnaissance des personnes qui s'impliquent dans la recherche (Soucard, 2019), elle soutient cette recherche de symétrisation des positions des personnes impliquées, qui traverse nos sociétés contemporaines, mais qui peine à se déployer pleinement au sein des institutions du social. Concrètement, cela se traduit pour nous, en tant que chercheuses et animatrices-facilitatrices, par une attention spécifique aux prises de parole des un.e.s des autre.s dans les échanges, ainsi qu'aux dimensions sensibles qui s'y expriment. De même, nous tentons d'articuler des propositions et de la matière à rebonds avec une écoute sensible, une attention et une empathie avec les personnes, afin de favoriser des pratiques dialogiques et réciproques fondant ce que nous nommons des *pratiques coopératives*.

Finalement, notre démarche n'est pas sans résonance avec la sociologie de l'action à laquelle se réfère Pascal Nicolas-Le Strat quand il parle de *recherche en situation d'expérimentation sociale* (2018). En cela, la recherche-action est pour nous bien plus qu'un choix méthodologique, elle est une dimension centrale de notre positionnement qui caractérise la façon dont nous nous présentons à l'interface de la recherche et de l'action, comme «acteur.ice-chercheur.e». À ce titre, nous considérons que notre rôle est de stimuler la mise en recherche d'un collectif d'acteurs.rices et nous mettre en recherche avec elles et eux . Centralement, nous nous reconnaissons dans ce que la recherche a d'incertain, de déstabilisant et d'impliquant pour chacun des participant.e.s, dans des termes assez personnels, voire intimes. Nous nous impliquons avec elles et eux en tant que personnes ressources et/ou alliées, nous engageons des relations de proximité qui se nouent, générant des amitiés, des envies, des tensions et, parfois aussi, des déceptions.

B. Prendre en compte les rapports de domination et les injustices sociales

Dès lors que les recherches-actions se situent dans une lecture critique des rapports sociaux, elles doivent se donner pour objectif de rendre saillants des situations sociales souvent invisibilisées et/ou les dénis de reconnaissance par des propositions d'animation sociale, mais aussi par une éthique du lien. À ce titre, notre positionnement n'est pas sans proximité avec des courants de recherches issus des critiques post-coloniales et féministes (Godrie, Dos Santos, 2017) qui dressent le constat de l'importance des inégalités épistémiques¹⁰ et suggèrent quelques pistes pour les prendre en compte dans les démarches de témoignage et plus largement dans les recherches-actions mobilisant des personnes concernées.

Devenir alliées, pour résister aux dénis de crédibilité et soutenir les réassurances

En tant qu'animatrices et facilitatrices sociales, contribuer à la consolidation des publics consiste notamment à imaginer des modalités de rencontre permettant aux personnes de réellement se sentir légitimes dans le groupe et d'y contribuer à leur juste mesure. Concrètement, cette préoccupation s'est imposée précocement à nous, particulièrement lorsque nous nous sommes questionnées sur la meilleure façon d'appuyer les personnes concernées par des situations de précarité, dans une démarche impliquant des professionnels et des acteurs associatifs du champ social. Pour y répondre, nous avons

¹⁰ Ces dernières sont définies comme un « type particulier d'inégalités qui se manifeste dans l'accès, la reconnaissance et la production des savoirs et des différentes formes d'ignorance » (Godrie, Dos Santos, 2017).

identifié et mené enquête plus particulièrement auprès de deux mouvements qui font diversement références dans le débat public au sujet de la participation des premier.e.s concerné.e.s: d'un côté, les ateliers de croisement des savoirs et l'expérience Zéro chômeur d'ATD Quart Monde très largement médiatisés, et, de l'autre, le très discret Mouvement du Développement Social Local (MDLS)¹¹. Au risque d'être ici caricaturales, nous avons retenu comme aiguillons les dimensions suivantes : pour que la parole des personnes les plus éloignées de l'espace public devienne légitime, pour que les personnes s'engagent dans cette exposition, il faut créer des espaces de confiance, valoriser la parole entre pairs et développer des postures sociales de facilitatrices. Ce n'est jamais acquis et correspond à un travail permanent, une réflexivité constante sur nos pratiques qu'il faut engager. L'expérience des ateliers de pairs d'ATD était donc une voie possiblement stimulante. Mais, par ailleurs, nous étions aussi très sensibles à la pratique radicale du MDSL qui considère qu'en segmentant des groupes sociaux on prend le risque de pérenniser un ordre social. De ce point de vue, la pratique cathartique du MDSL valorisant l'utopie dans nos sociétés contemporaines (dans un contexte largement décrit de déclin des grands récits) nous paraissait une voie stimulante. L'enthousiasme engagé dans la transformation sociale s'incarne, entre autre, dans la pratique des *Ateliers de l'avenir*¹². Nous avons laissé ces références nous habiter tout en ayant conscience que la voie dans laquelle nous allions nous engager serait inévitablement singulière car nous faisons le pari d'une expérience collective pour le groupe en devenir et nous-mêmes et non pas la duplication de telle ou telle démarche, si inspirante soit-elle.

De fait, fortement conscientes des possibles dissymétries au sein du groupe en formation, nous avons tenté de nous poser davantage en « alliées » des personnes concernées, même si nous pouvons considérer que, plus largement, au vu de la singularité de la dynamique collective qui s'est finalement installée, c'est l'ensemble du collectif qu'il a fallu soutenir à des moments donnés. Le terme d'*allié* renvoie à un vocabulaire largement pratiqué aujourd'hui dans les milieux militants organisés autour de la cause d'un groupe minorisé. C'est sciemment que nous le mobilisons pour restituer une des formes d'implication qui a été la nôtre et qui contribue, de fait, à soutenir une politisation des problématiques sociales et du travail social. Elle nous paraît nécessaire à l'exercice d'une solidarité collective et conscientisée.

S'appuyer sur les témoignages et les récits pour initier une pédagogie sociale des émergences

L'une des richesses de nos propositions pédagogiques est, selon nous, de ne pas renoncer à la complexité, en construisant les modalités d'une réflexivité collective dans laquelle les personnes concernées, les professionnels et les membres d'association sont invités à mobiliser leurs vécus, dans un travail d'analyse commun. Concrètement, par nos méthodes d'animation et nos vigilances auprès des personnes impliquées, nous autorisons et soutenons l'expression des nombreux points de vue en présence, en accueillant la richesse des contradictions et les nuances qu'elles admettent.

La question du témoignage, et donc l'intérêt pour la parole des premiers concernés, à l'instar des démarches de croisement des savoirs initiées par ATD, constitue, selon nous, une première étape vers leur reconnaissance et l'accès à une réelle dignité sociale. Il y a là matière à une interpellation sociétale puissante, dans la mesure où se défait

¹¹ Cf. <http://mdsl-developpement-solidaire.com/>

¹² Marc Monneraye, Les Ateliers de l'avenir, un laboratoire pour créer ensemble localement, article consultable sur http://mdsl-developpement-solidaire.com/doc/ateliers_avenir_mdsl.pdf.

possiblement une hiérarchie des savoirs. Source d'inspiration pour de nombreuses démarches, le témoignage des premier.e.s concerné.e.s apparaît de plus en plus comme incontournable. Mais les dispositifs, qui peuvent s'imaginer à partir de ce que nous considérons comme un postulat éthique - s'appuyer sur le récit, les savoirs des personnes - relèvent d'une étape première, et non une fin en soi, dans ce que nous nommons une *pédagogie sociale des émergences* (Souchard, Banovich, 2017). En effet c'est à partir de ces premières productions que nous pouvons soutenir la construction d'une dynamique sociale d'émergence des « publics et de leurs problèmes » (Zask, 2007) ainsi que les voies de transformation que souhaite prendre le groupe. Pour le dire autrement, il s'agit moins d'enfermer ces récits dans une nouvelle source de connaissances vernaculaires, comme le suggère par exemple Marion Carrel (2020)¹³ à partir de son expérience à ATD, que d'en faire un levier pour habiliter les premiers concernés à prendre part au débat public et à soutenir une dynamique sociale créatrice de propositions, voire de favoriser un *empowerment* radical (Bacqué, Biewener, 2013). Autrement, nous estimons qu'il y a un risque d'enfermement des personnes dans leur identification à des situations sociales. C'est cette même position subversive que soutiennent également Baptiste Godrie et Marie Dos Santos (2017) quand ils en appellent à mobiliser les récits dans une dynamique des émergences : « *les situations de témoignages, conçues comme des échanges discursifs prennent un sens politique dans la mesure où ce qui est autorisé, entendu, écouté avec attention, présumé crédible...dépend aussi d'une hiérarchie des positions et des savoirs* ». A contrario, ce que ces derniers qualifient de « sociologie des émergences » apparaît dans ce contexte comme une « *enquête sur les alternatives contenues dans l'horizon des possibilités* » mais trop souvent décrédibilisées, invisibilisées ou encore non pensables par manque de ressources conceptuelles.

Ainsi, les récits individuels de problèmes ou de situations insatisfaisantes ont permis de définir des problèmes publics qui ont donné corps à un diagnostic commun au groupe impliqué dans l'expérimentation. Toutefois, c'est la préparation et l'organisation d'une journée collective – la journée *Startigenn*¹⁴ - sciemment organisée autour de mise en évidence « des utopies réalistes » des groupes qui a fait basculé la dynamique collective dans un nouvel imaginaire commun. Il est devenu le récit d'un collectif (et non plus un regroupement de personnes) et l'a soutenu dans sa capacité à agir.

C. Entraîner le mental, pour penser ensemble le réel et les possibles

Cette journée *Startigenn* a définitivement été un temps fort dans la vie du collectif et de la démarche. Elle a marqué un *avant* et un *après*, elle a fait événement au sein du groupe¹⁵. À ce titre, cette journée nous a permis de sortir de la phase de diagnostic dans laquelle nous nous étions engagées avec les groupes au cours des mois précédents, pour soutenir leur projection et leur mobilisation autour de visées de transformation sociale

Depuis notre place d'animatrices et de facilitatrices, cette transition nous apparaissait à la fois cruciale et délicate à mettre en oeuvre. Nous redoutions qu'en nous projetant trop

¹³ Selon Marion Carrel (2020) la démarche de croisement des savoirs d'ATD «*explore des nouvelles pistes de connaissances et produit une meilleure science, plus objective (...). Elle articule les revendications pour la pluralisation des systèmes de connaissances* » qui servirait à mieux envisager et solutionner les inégalités sociales.

¹⁴ C'est une personne du groupe qui a proposé ce nom à l'occasion de nos ateliers préparatoires. *Startijenn* veut dire en breton « dynamisme, tonus, moral, fermeté, décision... ». C'est aussi le nom d'un groupe de musique bretonne originaire de Brest. Le groupe a repris cette référence pour suggérer l'énergie créatrice de la dynamique sociale engagée.

¹⁵ Il s'est d'ailleurs traduit par la suite par l'écriture d'un petit manifeste.

rapidement dans la recherche de pistes d'action, nous ne perdions de vue la force des groupes qui s'étaient constitués et nous redoutions également qu'en cherchant des pistes de solutions concrètes et rapides, nous ayons du mal à sortir des chemins connus. Nous nous demandions comment faire pour que les personnes concernées s'autorisent à rêver au vu de leurs situations et comment les dépasser. Nous nous interrogeons, sur les manières de dépasser les empêchements et contraintes mis en avant par les professionnels. Elles renvoient certes à des problématiques organisationnelles et financières, mais aussi à des postures héritées qui encadrent leurs quotidiens professionnels.

Pour y remédier, nous avons pris le parti de créer un temps de travail atypique et libérateur, pour stimuler les utopies des personnes présentes et les mobiliser dans la construction des pistes d'actions. Inspirées par la lecture du livre «*Utopies réalistes : en finir avec le pavvreté*», nous étions assez sensibles au propos de son auteur, Rutger Bregman (2017), qui convoque les grands acquis sociaux de nos sociétés pour nous rappeler qu'ils ont d'abord été des rêves avant d'être considérés comme des projets réalistes¹⁶.

Mais, penser l'utopie n'est pas si simple. Du moins, c'est rarement sous la perspective de l'utopie que nous sommes attendus et de fait, nous engageons peu ce type d'exercice. Ainsi, pour soutenir les personnes et le groupe à investir le champ des utopies, nous avons imaginé une journée composée d'exercices et d'ateliers permettant d'entraîner notre mental à lever des possibles blocages à la projection utopique.

Il nous semblait difficile de clamer l'utopie dans le lieu ordinaire de nos rencontres, un petit local associatif certes pratique, mais qui n'*envoie pas du rêve*. En nous appuyant sur les réseaux du groupe, nous avons pu nous réunir dans un ancien gîte d'étape¹⁷ situé dans la forêt de Brocéliande. Il s'agissait d'un lieu assez atypique composé d'une petite cuisine et d'un séjour en vieilles pierres, annexé d'une terrasse couverte et vitrée donnant sur un grand jardin et la campagne environnante. Un écrin de verdure et de pierres qui nous a permis de changer de décor et a inscrit les personnes dans une dynamique à la fois de détente, d'enthousiasme et de voyage collectif. Pour compléter le décor, une petite mise en scène avait été installée : composée de dessins trompe-l'oeil et de peintures stimulant l'imagination et le rêve, des citations et des extraits de textes évoquant l'utopie¹⁸, ainsi que des images et photos témoignant de notre dynamique collective.

Quelques derniers détails doivent également être présentés, car ils ont aussi contribué à la charge événementielle¹⁹ de cette journée, en opérant une bascule dans la dynamique

¹⁶ « La fin de l'esclavage, l'émancipation des femmes, l'avènement de l'Etat providence –tout cela ce sont des idées progressistes qui ont commencé par être folles et « irrationnelles » avant d'être acceptées et considérées comme relevant du bon sens. » (Bregman, 2017).

¹⁷ Ce gîte d'étape a d'ailleurs accueilli, pendant un temps de son histoire, des personnes en précarité, notamment des personnes sans domicile fixe et des enfants en famille d'accueil. Comme trace de ce passé récent, il reste un cabanon qu'une personne en errance investissait encore récemment.

¹⁸ Parmi les éléments accrochés au mur, nous avons mis en évidence des citations évoquant l'utopie réaliste : « Ce n'est pas une Utopie accomplie que nous devons désirer, mais un monde où l'imagination et l'espoir sont vivants et actifs. » ou « Une chose est sûr cependant : sans ces rêveurs aux yeux grands ouverts qui ont vécu à toutes les époques, nous serions tous encore pauvres, affamés, sales, effrayés, idiots, laids et malades. Sans utopie nous sommes perdus. Ce n'est pas que le présent soit mauvais, au contraire. Mais il est morne si nous n'avons pas l'espoir de l'améliorer. » (Bregman, 2017).

¹⁹ À ce sujet, Pascal Nicolas Le Strat précise l'intérêt de cette charge événementielle : «Le travail de recherche est en capacité d'ouvrir une réelle parenthèse temporelle et spatiale, en tenant à distance par l'intellect et l'imaginaire, mais pour un temps limité et fragile, certaines évidences ou logiques

nous faisant passer d'un «groupe» à un «collectif» qui se reconnaît comme tel. Pour réaliser le voyage entre Mordelles et le gîte de Brocéliande, nous avons dû organiser le transport des un.e.s et des autres, contrairement à ce qui se pratiquait lors de nos rendez-vous réguliers. Un système de covoiturage s'est organisé et un mini bus de la mairie a été affrété pour accueillir une grande partie du groupe, donnant lieu à des temps d'échanges d'une autre nature, plus informels et intimes. Puis, nous retrouvant pour une journée entière plutôt que sur le créneau habituel de trois heures, chacun était extrait de son quotidien et contribuait aux moments conviviaux que sont les pauses et les repas partagés.

Au cours de la matinée, nous avons proposé une succession d'exercices et d'ateliers ayant pour objet d'*entraîner le mental*. Notre ambition était grande : il s'agissait de faire basculer les dystopies, tirées de notre diagnostic commun, en utopies susceptibles d'enthousiasmer le groupe. Concrètement, après nous être livrées à un petit plaidoyer en faveur des utopies, nous avons proposé un exercice de *débats mouvants*²⁰ qui a exigé des participants qu'ils se positionnent et explicitent leur avis face à des affirmations tranchées que nous avons concoctées²¹. Ces affirmations s'appuyaient sur des éléments des diagnostics que nous avons volontairement caricaturés par des affirmations catégoriques de façon à ce que les personnes, dans un exercice de dialectique intellectuelle, argumentent leur positionnement. Il s'agissait de donner de la matière à penser et à débats en guise d'ouverture à la journée, en libérant parole, pensées, positionnements et désirs...mais aussi les corps (c'est en effet un exercice qui est pratiqué debout dans une salle et qui peut nécessiter des déplacements).

...en s'entraînant à la pensée dialectique et à la complexité

Ces pratiques relèvent d'un *échauffement* de nos esprits et de nos corps. Elles ont en constitué le prélude à un atelier que nous avons intitulé «Noir et blanc». Au cours de celui-ci, nous avons affiché sur les murs de la salle des cartons noirs sur lesquels figuraient des éléments-clés de notre diagnostic, que nous avons formulés sous forme de dystopies. En voici quelques exemples :

- «*La communication sur les services est dispersée et peu visible pour les personnes concernées. Par conséquent, ces dernières sont peu informées sur leur existence.*»
- «*Les situations d'«entre-deux» (changement de statut, changement de territoire...entre deux catégories de bénéficiaire) ne seront jamais prises en compte, car elles ne correspondent pas à l'organisation des services de l'action sociale* »
- «*Les services sont spécialisés et ce n'est pas possible de se coordonner davantage, par manque de temps notamment* »

La consigne était la suivante : chaque personne était invitée à circuler à travers la pièce et à lire les dystopies, puis à en choisir trois à partir desquelles elle devait formuler l'utopie inversée. Ce petit dispositif, proposé sous forme de jeu, s'apparente à un casse-

oppressives. [...] C'est un interstice dont il faut parvenir à se saisir, à partir duquel il devient possible de se mettre au travail en commun, sans être trop rapidement rattrapé par des emprises inhibantes ou disqualifiantes.» (2018, p. 19).

²⁰ A titre indicatif on peut se reporter au site de la Scop Le Pavé <http://www.scoplepave.org/pour-discuter>.

²¹ Elles étaient les suivantes : «*Aujourd'hui, les professionnels n'ont pas de marge de manœuvre pour résoudre les problèmes des personnes concernées* » ; « *Les associations sont les plus efficaces pour faire des propositions concrètes pour améliorer la situation des personnes concernées* » ; « *Les personnes concernées ont toujours des possibilités d'action pour améliorer leurs situations.* » ; « *Dans une commune périurbaine comme Mordelles il n'existe plus de leviers pour faire bouger les choses* ».

tête mobilisant les mots et leurs contraires ; il invite ainsi à une petite fabrique d'utopies sans retenue. Le principe de cet exercice est d'entraîner notre capacité collective à réfléchir de manière dialectique, c'est-à-dire de nous appuyer sur les contradictions (et les contraires) pour engendrer une analyse plus complexe et riche de la réalité. En lieu et place d'approches intellectualisantes et prétendument rationnelles, dont nous faisons l'hypothèse qu'elles peuvent être un frein au changement, nous souhaitons favoriser l'émergence de propositions ouvertes en prenant le contrepied d'un réel souvent inhibant.

Et l'exercice s'est avéré stimulant ! Nous avons effectivement été étonnées des énoncés qui ont été produits à l'issue de l'exercice. Par exemple :

- en opposition à la dystopie :« *Sur un territoire, les coordinations entre acteurs associatifs et professionnels du social n'existent pas ou sont très limitées !* », l'utopie proclamée était : «*Créons ensemble les conditions d'une solidarité de proximité en articulation avec une solidarité de droit ! Soyons davantage présents dans les lieux de vie des personnes concernées ! Engageons une autre relation avec elles pour les soutenir* » ;
- en opposition à la dystopie « *Les personnes concernées par les situations de précarité sont rarement considérées comme des personnes à part entière. Elles ne sont jamais présentes dans les discussions institutionnelles qui les concernent !* », l'utopie proclamée était : «*Développons des coordinations pour dénouer des situations, pour apporter des réponses concrètes aux personnes !*»
- en opposition à la dystopie : « *La dématérialisation des relations entre habitants et services sociaux est visible à tous les niveaux et pour tous (les habitants, les professionnels, les associations). Beaucoup regrettent cela mais rien ne se passe !* » l'utopie proclamée était : «*Faisons ensemble exister une information et des conseils de proximité de qualité pour enrayer la précarité !*»

Après avoir partagé ces utopies par des lectures à voix haute, comme autant de déclamations, les personnes ont réalisé qu'elles étaient en train de rédiger les pistes d'un plan d'action dans une étonnante fluidité. Une conscientisation de la puissance des énoncés, quasiment sur la modalité d'un manifeste, a bouleversé les personnes présentes, *comme si le dire était déjà une première étape engageant le faire !*

Après un repas partagé où les échanges se sont poursuivis et ouverts à des dimensions sensibles de nos quotidiens, il nous fallait dessiner la ou les voies dans lesquelles le groupe se projetait. Pour donner une troisième dimension à l'utopie en train de se construire, nous avons imaginé un dernier exercice. Il s'agissait de susciter des récits d'anticipation, « *Votre Mordelles rêvée dans 20 ans* », une science-fiction utopiste, mais qui donnerait aussi à voir de possibles concrétisations. Pour faciliter la création des récits, nous avons créé un canevas de texte distinguant un premier paragraphe avec «*votre « Mordelles rêvée » dans ce nouveau paysage de l'utopie...*», un second paragraphe indiquant «*ce qui a été mis en œuvre en termes de lieux, qui ont été modifiés ou créés, les projets, les pratiques professionnelles, associatives qui se sont transformées*», puis un troisième paragraphe décrivant « *ce que ces changements ont produit chez les personnes : les émotions, les déblocages, les transformations chez les personnes concernées, les professionnelles, les acteurs associatifs...*». Puis, les deux groupes formés à cette occasion recevaient une fiche contenant des accroches et des prémises de phrases, pour les aider à l'écriture. Par exemple : «*Cette commune a la chance de...*», «*Nous aimons plus particulièrement...*», «*Désormais on n'est plus obligé de ...*», etc.

Armés des utopies créées le matin-même, du cavenas de texte et de nos longs mois d'expérience en commun, les groupes ont joué le jeu avec beaucoup de sérieux. À l'issue de l'exercice, nous nous sommes réunis et une personne par groupe s'est positionnée en lecteur.ice, énonçant avec solennité le récit du futur visage de leur commune. La puissance du travail de conversion a été fortement soulignée dans notre petit bilan partagé de la journée... mais aussi par les mails qui ont suivis les jours suivants où des personnes, souvent émues, nous ont confié la puissance capacitaire de cette journée.

Cette journée *Startigenn* fait bien évidemment écho à la pratique des *Ateliers de l'Avenir* du MDSL²². Elle trouve aussi des résonances avec les ateliers d'entraînement mental remis au goût du jour dans des formations d'éducation populaire, comme celles du réseau des Crefad « *Penser et agir dans la complexité* »²³. Entraîner le mental dans l'accompagnement-facilitation de collectifs ouvre en effet sur une complexification du réel qui vient questionner l'immobilisme, voire la naturalisation d'un ordre social, particulièrement à l'œuvre dans les sociétés néo-libérales, comme M. Foucault l'a formalisé autour de la notion de biopouvoir.

II. Nouvelles circulations entre bénévoles associatifs et professionnels du social

A. La périurbanité face aux défis de la précarité

En suscitant, par nos pratiques pédagogiques, un espace de coopération, d'interconnaissance et de confiance, nous avons en quelle sorte pris le contrepied d'un paysage social local morcelé qui a sous-estimé, ou tardé à reconnaître l'enjeu des précarités. À ce titre, pour bien comprendre la dimension des transformations qui se sont opérées au sein du collectif et sur le territoire, il faut bien saisir la texture sociale des lieux à notre arrivée qui nous paraît, à beaucoup d'égard, assez emblématique de l'impensé sociale de la périurbanité (Le Breton, 2017).

Pour rappel, Mordelles est une commune située à 15 kilomètres de Rennes et incluse dans le territoire métropolitain. Or, la politique métropolitaine rennaise de mixité sociale, à juste titre vantée, n'a pas été suivie d'une réflexion suffisamment concertée relativement à l'arrivée de nouvelles populations sur les territoires du périurbain. Le risque d'une invisibilisation et/ou une minoration des précarités était alors patent comme en témoignait l'absence de mise sur agenda des questions de précarité²⁴. Elle se traduit aussi par une priorisation du logement social à l'échelle métropolitaine qui peut

²² Cf. http://mdsl-developpement-solidaire.com/doc/ateliers_avenir_mdsl.pdf

²³ <https://www.entrainementmental.org/>. C'est dans le cadre du mouvement Peuple et Culture, fondé en 1945 que l'entraînement mental expérimenté et formalisé par Joffre Dumazedier, est retravaillé et transmis comme une démarche de formation qui s'adresse à tous : « *Il ne s'agit pas de donner à l'esprit des connaissances, mais de développer ses facultés. Avant de "faire de l'histoire", il faut créer dans l'esprit le réflexe historique. Avant de "faire de la géographie", il faut habituer l'esprit à se situer dans l'espace. Avant d'exposer une théorie économique, il faut exercer l'esprit à passer des faits aux causes, des causes aux théories, des théories à l'action. Bref, avant de présenter un enseignement culturel, il faudrait développer une aptitude culturelle. Ce n'est ni la lecture du journal, ni la fréquentation du cinéma qui ont donné à l'esprit du travailleur la musculature mentale nécessaire pour parcourir et explorer les régions de la connaissance qui lui sont jusqu'alors restées inconnues. Sans faire renaître la rhétorique ou la scholastique, nous développerons cette musculature par un véritable ENTRAÎNEMENT MENTAL.* »

²⁴ Les politiques sociales métropolitaines restent organisées sur les territoires périurbains autour du soutien à la mobilité et l'accès à la culture, très centrées donc autour de Rennes. Comme le souligne E. Le Breton cela résulte d'un « décalage entre une culture politico-administrative fondée sur les villes centre et une société de plus en plus nombreuse, active et mobile hors de ces villes centres »(2010).

priver les communes d'une réactivité réelle. Les salariés des services sociaux du département et du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS), la personne en charge des logements sociaux sur la commune, les associations d'insertion ont souligné la présence et la circulation de personnes affectées par des précarités. Les dimensions multi-scalaires des aides et propositions d'accompagnement social sur les territoires relèvent de logiques institutionnelles propres à chaque structure au détriment des personnes accompagnées. De l'avis des professionnels, la dégradation des coordinations locales et la réduction de leurs marges de manœuvre alimentent des sentiments d'impuissance à agir, particulièrement aigus dans les situations d'urgence sociale²⁵. La commune périurbaine était investie par différentes associations locales, qui relevaient de sensibilités idéologiques a priori différentes, comme par exemple un Système d'Echanges Local (SEL), qui expérimentait depuis peu une cabane à dons sur l'espace public et une association catholique fortement mobilisée sur la problématique de l'accueil et de l'hébergement des migrants²⁶.

Mais cette expérimentation a d'abord été une loupe grossissante de la faiblesse des coordinations locales et des conséquences de la dématérialisation des relations entre professionnels du champ du social et personnes accompagnées. A contrario, au sein de l'expérimentation, les acteurs présents ont pris conscience collectivement des affects impliqués dans leur relation avec les personnes concernées, des transformations des rapports entre professionnels du social (« *pour nous aussi les liens avec la CAF sont dématérialisés* »), mais aussi des liens qu'ils entretiennent avec des associations de bénévoles (« *on ne se connaissait pas* »), alors même que ces dernières sont de plus en plus intégrées dans la nouvelle gestion du social, comme c'est le cas plus particulièrement des associations d'aide alimentaire (« *pour moi le Secours Populaire c'est juste un mail, je ne sais pas derrière si j'adresse une personne avec mes critères s'ils vont pouvoir entrer dans les critères des bénéficiaires de l'asso* »).

A contrario, le travail de mise en perspectives des pratiques et la multiplication de relations à partir de l'expérience des ateliers coopératifs, ont encouragé de nouvelles porosités entre les interventions des professionnels qui interviennent localement mais aussi avec celles des bénévoles.

B. Faire l'expérience des ateliers coopératifs pour faire germer de nouvelles pratiques sociales ...

L'objectif des ateliers coopératifs (cf. encadré ci-dessous) n'était pas en soi centré sur la résolution de situations personnelles, puisque deux temps avaient été initialement distingués au sein de ceux-ci : celui du diagnostic co-construit et celui de l'expérimentation. Mais de fait, la co-construction du diagnostic et l'émergence d'un espace de confiance ont suscité des pratiques de coopération nouvelles pour accélérer le traitement de situations et démêler des situations administratives... Ces pratiques se sont développées dans l'informalité (en amont ou en fin d'ateliers) entre professionnels mais aussi avec les bénévoles associatifs. Elles viennent questionner les marges de manœuvre et l'autonomie professionnelle des travailleurs du social. Ainsi, alors que des enjeux de confidentialité avaient été fortement soulignés initialement par ces derniers

²⁵ Pour être complet il faudrait également ajouter que la commune fait partie d'un CIAS considéré historiquement comme précurseur en matière d'intercommunalité et réputé pour sa politique gériatrique supposément novatrice (un centre de répit pour aidant).

²⁶ Nous avons également rencontré à plusieurs reprises une bénévole du secours catholique (boutique solidaire sur la commune), des promoteurs d'une épicerie sociale qui a vu le jour pendant la recherche-action et un service atypique de soutien aux personnes en situation de handicap psychique.

comme fondant leurs éthiques professionnelles, ils n'ont par la suite plus fait l'objet de discussion. Tout s'est donc passé comme si, dès lors que la question du sens des logiques d'action reprenait toute sa centralité, les envies d'agir se sont imposées à d'autres considérations professionnelles perçues désormais comme moins fondées.

Les ateliers coopératifs

Nos rencontres ont souvent pris la forme d'ateliers, fabriques singulières dans lesquelles nos propositions d'animation pour réfléchir, débattre et imaginer ensemble se sont très largement inspirées de la pédagogie de la communauté ou du commun de Noah De Lissovoy (2019). En ce sens, il s'agit tout à la fois de privilégier une éthique de la coopération mais aussi de soutenir étape par étape la construction d'un commun, c'est-à-dire que c'est à travers l'exposition de situations et la circulation d'argumentaires que nous avons dégagé ensemble un horizon et une visée qui fasse sens commun pour le collectif.

Avec le collectif, nous prenons ainsi conscience progressivement des conséquences systémiques de la dématérialisation des relations dans les institutions publiques. Elle n'affecte pas seulement les personnes concernées par des situations de précarité. Elle réduit les relations entre professionnels et tend à leur conférer une dimension impersonnelle. Nous avons pu constater que des professionnels oeuvrant sur un même territoire (une commune périurbaine d'un peu plus de 7000 habitants) ne s'étaient jamais rencontrés physiquement et que certains avaient une connaissance très approximative des lieux ressources qu'ils pouvaient prescrire aux personnes accompagnées. Cela a nourri une proposition de déambulation collective avec l'ensemble des personnes mobilisées.

Dans le même ordre d'idée, cette expérimentation a aussi permis de pointer la faiblesse des liens avec les associations d'aides, alors même que les travailleurs sociaux sont prescripteurs et doivent favoriser le lien entre les personnes et services existants. Les liens avec les associations impliquées dans la démarche ont donc été renforcés par les ateliers. Par ailleurs, la démarche a été l'occasion d'explorations et d'enquêtes collectives, notamment auprès des associations d'aide alimentaire. L'initiative d'une enquête sociale collective pour mieux comprendre l'expérience de coordinations rapprochées, entre services et associations dans une commune située hors de la métropole, a permis de conforter l'intérêt et le sens de pratiques de coopération dans l'agir professionnel.

Des relations de personne à personne ont aussi permis de dénouer les oppositions à l'engagement des professionnels dans ces épreuves de professionnalité d'un nouveau type (Ravon, Vidal-Naquet, 2018). L'extension du tutoiement, après avoir suscité des réserves, a été un marqueur singulier de ces transformations. Mais l'expression d'engagements personnels et/ ou des positionnements plus marqués pour certains ont surtout favorisé des porosités nouvelles entre travailleurs du social et bénévoles associatifs. J. Ion (2011) avait déjà interpellé sur le risque de brouillage des frontières entre professionnels et bénévoles comme conséquence de la multiplication des situations d'urgence. Mais dans l'expérience présente, la multiplication des relations vient plutôt renforcer les figures de professionnel et de bénévole et habilité, plutôt qu'elle n'oppose, les circulations entre ces deux mondes.

C. L'atelier et le rond point : deux expériences d'engagements politiques ?

L'expérience des gilets jaunes a été un moment emblématique particulièrement intéressant sur les interprétations individuelles et collectives des nouvelles marges de manœuvre au sein de la cité... Les personnes concernées par les situations de précarité

s'engagent dans le mouvement et n'opposent pas les deux espaces : le rond point et l'atelier coopératif constituent en quelque sorte les deux facettes de leur mobilisation participant d'une politisation nouvelle pour la majorité d'entre eux. A contrario, la situation est vécue de façon plus inconfortable par les autres personnes impliquées dans le groupe, bénévoles et salarié.e.s. Le professionnalisme étant associé dans l'imaginaire des travailleurs sociaux à l'idée de neutralité, que faire des causes des habitants qui surgissent et qui actent d'une trajectoire de capacitation ? Jusqu'où les recherches-actions se font-elles *avec* ou *à côté* des habitants ? Ce qui rejoint un autre débat polémique en France, celui du travail *avec* ou *à côté* des communautés, contrairement à l'expérience d'autres pays (Baillergeau E., 2007). Or, ce dilemme ne se retrouve pas que chez les professionnels, mais aussi parfois chez des acteurs associatifs : par exemple quand leur visibilité sur l'espace public peut les confondre avec des militant.e.s, confusion qui peut les mettre mal à l'aise, alors même qu'ils sont engagés dans des causes de soutien aux migrants, de protection de l'environnement, de solidarités locales, de lieux d'inconditionnalité ! Même si « l'évitement du politique » est nettement moins avancé que dans l'approche ethnographique étatsunienne de Nina Eliasoph (2010), nous avons noté une tendance à l'autolimitation des positionnements dans les espaces publics. Mais nous relevons également que la réunion de ces différents acteurs du social favorise dans le même temps une forme de re-politisation du travail social, dans la mesure où les frontières apparaissent plus explicitement poreuses entre le professionnel et le bénévole et que, dans les ateliers coopératifs, des paroles se libèrent et se croisent au fur et à mesure que s'installe un espace de confiance.

III. Stimuler la réflexivité: un enjeu pour devenir réellement « allié.e.s » des personnes concernées

A. Rechercher l'horizontalisation des rapports sociaux

L'expérimentation se justifie d'abord centralement par la mobilisation et l'implication des personnes concernées par des situations de précarité. Prendre pleinement en compte la parole et les savoirs des premiers concernés, faire l'expérience d'un autre rapport entre « bénéficiaires » et professionnels (mais aussi parfois avec les bénévoles) de l'action sociale constituent la toile de fond de nos propositions, dans la perspective de transformer les rapports sociaux et imaginer ensemble de nouvelles *pratiques sociales*. Elles motivent bien sûr les personnes qui s'engagent volontairement dans la démarche. Cependant nous avons pleinement conscience que ce type d'expériences reste un pari et qu'au-delà des discours d'intention, il y a nécessité de conscientiser (sans désigner) et d'éprouver le possible de rapports sociaux moins dissymétriques.

La tentative prématurée et avortée d'un premier atelier rassemblant l'ensemble des personnes, au tout début de la démarche en juillet 2017, était d'ailleurs venue nous rappeler la complexité du mouvement dans lequel nous nous engageons. Cela faisait alors deux mois que les groupes se retrouvaient séparément. Or, de notre point de vue d'animatrice-facilitatrice, « la rencontre » n'a pas eu lieu ce jour-là. La distance sociale, manifestée par une partie des travailleurs sociaux, était patente, palpable. Les rôles « habituels », ceux de la rencontre institutionnelle, s'exprimaient à travers les corps et les paroles, de part et d'autre. Nous avons vu certains travailleurs sociaux s'adresser aux personnes concernées comme à des bénéficiaires qu'ils auraient rencontrés derrière leur bureau, et ces derniers perdre l'aisance qu'on leur avait connue dans les rencontres précédentes.

À l'issue de ce premier rendez-vous, nous avons senti le risque d'annihiler toute dynamique collective. Aussi, nous avons repris la formule d'ateliers entre pairs pendant quatre mois et entamé la phase de diagnostic collectif avec eux. Ces ateliers ont été l'occasion de réassurer les personnes concernées de toute leur légitimité à prendre part à la discussion publique qui s'engageait, au regard de leurs situations. Ce cheminement s'est fait petit à petit, au regard des relations qui se nouaient entre les gens, consolidant la parole de chaque groupe, et du même fait, la parole des individus dans ces groupes. Un travail parallèle s'est opéré au sein du groupe de bénévoles et de professionnels, la phase de diagnostic permettant aux individus de prendre du recul sur leurs propres pratiques et postures, ainsi que sur les difficultés et problèmes rencontrés dans leur métiers et fonctions bénévoles.

Au fur et à mesure des rencontres d'ateliers, nous avons vu les personnes concernées plus exercées à partager ensemble leurs difficultés, étant de ce fait plus habiles et plus précises dans leurs récits. De leur côté, les professionnels apparaissaient plus enclins à parler des contraintes, obstacles et angles-morts de leurs institutions, voire de leurs propres situations. Ceux-ci développent et expriment des postures plus sensibles et davantage incarnées dans le rapport aux personnes concernées, mais aussi entre eux également. C'est précisément ce travail de déplacement des un.e.s et des autre.s qui a favorisé, quelques mois plus tard, une rencontre commune plus réussie à notre sens, au cours de laquelle les discussions prenaient des formes plus symétriques, attentives et intéressées. Sur ce point, la création du petit journal de bord, relatant les avancées respectives des diagnostics des deux groupes, a facilité leur rapprochement, permettant aux groupes de voir que leurs interrogations, difficultés et questionnements respectifs étaient intimement liés.

C'est d'abord autour d'une déambulation commune auprès de lieux qui faisaient sens pour les uns et les autres, mais qui n'étaient pas pour autant bien identifiés par tous, que la possibilité de faire atelier ensemble a pu être à nouveau envisagée à la fin de l'année 2017(cf frise). Mais c'est plus précisément à travers la préparation et la tenue de la *Journée Startigenn* décrite plus haut, que les deux groupes ont définitivement affirmé leur envie de composer un seul collectif, confirmant ainsi une adhésion à la recherche d'horizontalisation des rapports sociaux. Il en a d'ailleurs découlé le souhait de production par ce dernier d'un manifeste (un court texte présentant la démarche du groupe et les questions qui le traversent) qui assume une identité collective et sa publicisation. Nous étions alors engagées dans la démarche depuis déjà plus d'un an. Pour autant, plusieurs indices nous laissaient à penser la fragilité d'une construction sociale que nous nous proposons d'appeler *un commun*, c'est-à-dire un groupe réfléchissant et agissant en coopération et mu par un désir de transformation collective (Nicolas-Le Strat 2016).

B. Devenir facilitateurs-trices sur l'espace public ou le défi du hors cadre pour les professionnels

Des pratiques s'expérimentent, certes fragiles et tâtonnantes, mais qui peuvent tracer les voies d'un nouvel agir professionnel. Notamment, nous expérimentons ensemble quelques sorties sur l'espace public, qui constituent d'autres moments-clés pour le groupe, notamment une balade à travers les espaces publics et les logements sociaux de la commune, ainsi que des permanences autour de boîte à dons du Système d'Échange Local (SEL) pour faire connaître notre démarche aux passants. Or, ces sorties collectives font apparaître deux constats précieux pour le groupe. D'abord, les professionnels

témoignent des interrogations que leur pose le travail dans l'espace public, notamment la possibilité de rencontrer des bénéficiaires de leurs services, dans un cadre qui ne leur est pas familier. Certains expriment à ce titre un sentiment de fragilité : *« je pensais que l'on m'aurait reconnu »*, ou *« ce n'est pas simple d'être dans cette posture là ! »*.

A contrario, dans l'espace public, l'aisance relationnelle des personnes concernées tranche. Mais, comme nous avons pu le constater au fur et à mesure de l'approfondissement des expériences sur l'espace public, celles-ci couraient aussi le risque d'être désignées et enfermées dans un rôle de « bons médiateurs ». Parallèlement, la tentation des professionnels d'identifier de nouvelles expertises professionnelles s'exprime aussi : *« il faudrait être davantage formés à l'écoute »* ; *« il faut que nous ayons des supports, que nous apportions des éléments d'informations objectifs aux personnes »*. La déstabilisation provoquée par les nouvelles pratiques sociales est patente dans ces derniers propos.

Les ateliers qui suivent ces sorties sur l'espace public ont donc servi à soutenir et nommer les enjeux et pratiques de ce que nous avons nommé la « facilitation sociale » dans l'espace public. Nous y avons discuté des nouvelles pratiques d'accompagnement en plein air, selon ce qu'il conviendrait d'incarner dans les quartiers d'habitat social pour les membres du groupe.

Les tentatives des professionnels de se raccrocher à des compétences professionnelles connues sont palpables. Ainsi partager l'information in situ sur les lieux ressources est vite retenue comme structurante des rencontres sur l'espace public au détriment de propositions d'animation collective, comme le projet d'une soupe populaire à partir des légumes de fin de marché proposé par un habitant.

De fait, les professionnels ont tendance à rester dans une position d'expertise, certes édulcorée par la proximité relationnelle et l'immersion dans les quartiers. Laurent Ott (2018) a souligné combien le travail du dehors peut modifier les pratiques sociales en permettant de sortir du cadre et en s'appuyant a contrario sur l'environnement des personnes concernées. Mais, dans notre expérience, nous avons noté une tension permanente entre la multiplication de pratiques qui signent, selon nous, le déploiement d'un espace de coopération sensible, empathique, inclusif et le désir de reconnaissance des travailleurs du social par leurs hiérarchies respectives qui, selon ces derniers, passerait par des compétences et des activités délimitées. D'où cette crainte régulièrement formulée à l'égard de leurs hiérarchies : elles *« ne vont pas comprendre ce que l'on fait si on ne définit pas mieux des activités, un projet »*. Paradoxalement, ce sont donc précisément ces attentes et projections qui constituent les freins les plus importants à des pratiques sociales ouvertes, marqueurs d'un autre modèle de solidarité sociale.

C. Prendre en compte les expériences du sensible et agir de nouvelles réflexivités collectives

Les vécus et la sensibilité des personnes concernées peuvent les conduire à ne pas tenir dans la durée, à considérer leur point de vue comme moins solide parce qu'il s'appuierait centralement sur leurs témoignages personnels dans les ateliers coopératifs. Nous avons été souvent frappées par la gêne que cela provoquait chez certains travailleurs sociaux. A contrario, dans le groupe de pairs, nous avons intégré

ces moments et ces expressions, car nous avons compris qu'ils permettaient aux personnes concernées de se sentir écoutées et de ne pas avoir à cacher leurs émotions ou difficultés du moment, bref à ne pas déréaliser nos animations. Les personnes de ce groupe l'ont d'ailleurs formalisées à plusieurs reprises lorsqu'elles disent, par exemple, « *ici on se sent écouté* » ; « *je me sens grandir* ». Mais, composer avec les réalités et les émotions des personnes concernées, au sein d'un collectif d'acteurs qui s'engagent sur l'espace public autour d'une étiquette commune de « facilitateurs » s'avère plus complexe pour les professionnels, voire pour certains bénévoles car ils ne jouissent plus des éléments protecteurs du cadre et de la posture de distanciation et d'expertise, intériorisée comme un marqueur des identités professionnelles.

Ces expériences du sensible et de l'immersion dans l'ordinaire des situations constituent le support des dynamiques sociales dans ce type d'expérimentation. A contrario, si l'on n'est pas vigilant, elles peuvent aussi accentuer le rapprochement entre acteurs associatifs et professionnels d'un côté et distinguer les habitants de l'autre, ces derniers étant associés à « leurs problèmes ». Cette tension nous est apparue à plusieurs reprises dans la vie du collectif, mais aussi notamment lors du mouvement des Gilets jaunes, au cours duquel nous avons dû nous questionner. Si ce moment des Gilets jaunes rend visible une diversité de valeurs au sein du groupe, comment reconnaître la capacitation qui s'y exprime et qui relève d'un des attendus de la participation des premiers concernés ? Comment articuler diversité de valeurs et estime sociale ? Comment faire perdurer une politique de reconnaissance dans ces espaces de coopération alors que certains indices peuvent laisser à penser, comme le souligne Nancy Fraiser (2004), que la « *reconnaissance des distinctions peut jouer contre la reconnaissance d'une commune humanité* » ? Ainsi nous avons relevé des indices de possibles replis : quand les professionnels sont tentés par le cantonnement des personnes concernées à une fonction de témoins, comme cette remarque d'une travailleuse sociale à une personne concernée par la précarité : « *moi j'aimerais savoir ce que cela te fait de t'impliquer dans cette expérimentation* », question posée de façon unilatérale par une travailleuse sociale mais qui se pose dans les faits à tous ; quand les personnes concernées se retrouvent assignées à une médiation des quartiers d'habitat social « *il faut que tu sois présent, tu es notre médiateur dans les quartiers* ».

Comment faire alors pour qu'avec le temps les personnes ne deviennent pas alibi d'une démarche labellisée participative, comme le relèvent de nombreux d'observateurs sur différentes scènes ? Comment faire pour que ce type de dynamique sociale reste un *commun* où s'exprime une diversité de personnes considérées avant tout comme citoyennes et que s'explore un modèle de solidarité plus horizontale ?

Cela suppose de notre point de vue que soient reconnus ces espaces de micro-coopération publics et que leur réflexivité soit un horizon explicite, comme nous le tentons dans la temporalité des recherches-actions coopératives. Un double mouvement paraît essentiel à installer dans le paysage de l'animation et du travail social : du côté des institutions, privilégier et reconnaître la construction de *communs* en lieu et en place de l'injonction au projet ; du côté des collectifs en émergence sur les territoires, engager les travailleurs du social dans ces expériences sensibles de la rencontre avec les personnes concernées et, parallèlement, mettre en réflexion et soutenir l'appropriation, par ces derniers, d'une réelle posture d'*alliés*.

IV. Susciter des alliances politiques autour des compétences collectives émergentes ?

Le développement de coopérations localisées, telles que nous avons pu l'observer et le vivre, donne à voir la possible émergence de *compétences collectives*²⁷ (Nez, 2009) tout à la fois dans des pratiques d'enquêtes sociales pour mieux cerner les problèmes, dans les coordinations et dans l'expérimentation de nouvelles postures. Pour autant, nous devons admettre tout à la fois l'intérêt qu'elles ont suscité auprès des sphères politiques et en même temps les limites de leur reconnaissance.

A. Des décideurs au service de l'expérimentation ...

La constitution initiale d'un comité d'appui et de soutien (cf. encadré ci-dessous) visait à limiter l'éloignement des décideurs politiques de l'expérimentation qui s'amorçait en leur proposant des petites expériences qui fassent échos à ce que vivaient les groupes constitués. Ainsi le comité était animé en miroir aux vécus et aux productions des groupes, afin de limiter les filtres institutionnels habituels. Comme le principal soutien économique initial a été la Fondation de France, cette expérience a pu se déployer dans une relative autonomie à l'égard du politique. Cette liberté a été, avec le temps, tout à la fois une opportunité pour déployer une pratique singulière du développement social local, mais, a posteriori, elle a aussi été une pierre d'achoppement, comme nous allons le développer ci-dessous.

Le «**comité d'appui et de soutien**» s'est constitué sur notre demande, dès l'automne 2017. Il était composé des partenaires institutionnels soutenant la démarche, c'est-à-dire des représentants du département au titre des affaires sociales, une représentante du CIAS, l'élue aux affaires sociales de la commune en question et de deux membres du Comité de Développement de Rennes Métropole. Nous avons expressément demandé à ce que ce comité ne soit pas nommé «comité de pilotage» et ne se vive pas comme tel dans son rapport avec le collectif impliqué, afin d'éviter les écueils d'une politique publique descendante. La proposition était de mettre ce groupe au service de l'expérimentation et non l'inverse. Nous avons animé ce groupe à l'occasion de rencontres trimestrielles avec une double préoccupation : rendre compte des expérimentations en cours auprès des représentants institutionnels et leur proposer une animation de rencontre qui leur permette d'entrer en résonance avec les dispositifs pratiqués au sein des ateliers. De fait nous avons utilisé la même salle associative avec une configuration assez similaire : pas de tables, des petits journaux à lire, les productions du collectif sur paperboard, des propositions à discuter et mettre en réflexion/proposition etc... Il s'agissait de mettre au travail les représentations, de transformer les pratiques de ce type d'instance mais aussi de préparer le moment où des membres du collectif allaient faire atelier avec le comité d'appui et de soutien, pour que ces derniers, *in fine* s'impliquent et rendent possible les expérimentations choisies et mises en œuvre par le collectif.

In fine, la démarche de recherche-action coopérative s'est resserrée autour d'un projet de « caravane des possibles » pour rencontrer les personnes sur l'espace public, minorant ainsi la place et les enjeux du micro-espace public de coopération qui avait émergé. Cette réduction est très largement le produit d'un compromis entre les attendus institutionnels d'un projet délimité et son intériorisation par les membres du collectif, particulièrement les professionnels, pour pouvoir poursuivre la démarche engagée.

B. Chassez le naturel, il revient au galop

Certains professionnels impliqués dans la démarche n'auront pas forcément mandat pour poursuivre leur investissement, une fois le temps de l'expérimentation formelle écoulé. Plus particulièrement, s'il y a eu un intérêt exprimé pour associer les acteurs associatifs et les personnes concernées, il n'y a pas eu de réels soutiens et reconnaissance à la formation et aux nouvelles pratiques de coordination locale. De ce

²⁷ Il s'agit de savoirs non réductibles à la somme de savoirs individuels et donc de savoirs émanant directement de la coopération et des échanges, réflexions, pratiques... qui en découlent.

fait elles continuent pour partie de relever de l'informalité, car elles viennent troubler le jeu des partenariats inter-institutionnels. Par ailleurs, des changements de responsables au cours de la démarche, les jeux politiques locaux et un modèle organisationnel de l'action sociale qui reste pyramidal et cloisonné ne vont sans doute pas permettre à cette expérience de se prolonger dans toutes ses dimensions. Comme nous avons pu le constater à l'occasion de comités d'appui et de soutien auxquels les personnes concernées ont été associées, le risque qu'elles soient enfermées dans un rôle de témoins et que s'amorce une dévitalisation de la dynamique sociale nous est apparue. Et, nous faisons ce bilan alors même que nous avons anticipé ces moments collectivement et tenté d'imaginer des dispositifs d'animation soutenant.

Ces constats viennent mettre en lumière l'enjeu d'approfondissement de la place des décideurs politiques dans les démarches de DSL. Privilégier l'espace du local dans ces démarches, c'est inévitablement mettre en mouvement les rôles et les postures des différents acteurs concernés. Les décideurs politiques ne doivent pas être en reste dans ce mouvement et accepter des déplacements qui relèvent d'une véritable contre culture organisationnelle et politique. Il appartient dans ce type de démarche aux animateurs – facilitateurs d'accompagner ce mouvement par des propositions de formations-actions. Elles pourraient se donner pour objectif de rompre avec des positions d'experts-décisionnaires tout en valorisant d'autres places sociales dans le débat et l'espace public ; de s'émanciper de la seule logique de projets et de partenariats tout en travaillant à la reconnaissance de coopération localisée, d'accepter des formes d'incertitude et de valoriser, d'un point de vue politique, des nouvelles solidarités locales...

Nous avons fortement conscience à l'issue de cette expérimentation que ce mouvement ne va pas de soi et que les obstacles sont aussi, mais pas seulement, liés à nos modèles organisationnels et politiques. Aussi il nous apparaît que le volontariat des territoires qui s'engagent et de réels alliances avec des élus convaincus du bien fondé de démarches profondément démocratiques comme le DSL est aujourd'hui incontournable pour déployer ces pratiques.

En conclusion

Les impuissances d'agir du travail social ne sont pas une fatalité. Nous pouvons même considérer que de nouvelles aspirations au changement sont à l'oeuvre aujourd'hui chez de nombreux professionnels qui constatent (ou perçoivent) que leurs propositions ne font plus toujours sens, ou en tout cas qu'elles ne sont plus suffisantes. Cela peut se traduire par des arrêts maladie, des départs qui sont aujourd'hui plus fréquents mais aussi de nouvelles envies d'agir des professionnels dans les espaces institués ou par des chemins de traverses qu'ils explorent en renouant plus explicitant des liens entre militantisme et action sociale.

Nos expériences d'une recherche-action coopérative de trois ans, mais aussi de propositions formatives, particulièrement dans le cadre du DEIS (diplôme d'Etat d'ingénierie social) et du DHEPS au CCB ainsi que dans le cadre d'une RAQ (Recherche-Action Qualifiante) dans le Finistère donnent à voir les enjeux d'une pédagogie sociale que nous qualifions de *rupture*. Dans différents dispositifs, il est proposé aux personnes en formation (ou en recherche-action) de faire l'expérience d'un décentrement plus ou moins radical dans leurs postures et positionnements. Ces pédagogies actives font le pari d'une immersion dans un hors cadre tout en travaillant une conscientisation sensible et subjective de ce qui se transforme par des pratiques d'écriture variées. Dans

cet article, nous pouvons qualifier ces dernières de *journaux de terrain* mais il y aurait matière à décliner les façons dont, aujourd'hui, une tradition d'écriture ethnographique est mobilisée et retravaillée dans différents formats pour soutenir la réflexivité de professionnels inscrits dans des démarches de formation-action²⁸. Par un travail de conscientisation individuelle et collective, ces récits qualifient et donnent sens à de nouvelles pratiques relationnelles avec les personnes concernées qui relèvent peu ou prou de pratiques de *facilitation sociale* en positionnant les travailleurs du social plus explicitement à côté et en soutien des personnes vulnérabilisées.

Dans le cadre de démarches de DSL, l'installation de recherches-actions formatives au sein de départements sur des territoires volontaires nous paraît une voie à explorer si l'on souhaite ne pas en rester aux incantations ou confondre aujourd'hui partenariats institutionnels et coopération professionnelle, activités collectives et actions collectives pour et avec les personnes concernées.

Bibliographie

Avenel Cyprien, Bourque Denis (direct.), 2017, *Les nouvelles dynamiques du développement social*, Editions Champ Social.

Bacqué Marie-Hélène, Biewener Carole, 2013, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice?*, Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 175 pages

Baillergeau Evelyne, 2007, « Favoriser les liens sociaux de proximité : de nouvelles pratiques d'intervention sociale dans les villes européennes », *Pensée Plurielle*, article consultable sur <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2007-2-page-9.htm>

Bodin Katell, Le Breton Eric , 2010, « De nouveaux enjeux sociaux dans le périurbain rennais », *Place Publique*, n°3, pp128-132.

Bregman Rutger, 2017, *Utopies réalistes, en finir avec la pauvreté*, Seuil, Sciences Humaines,

Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayart, 490 p.

Dardot Pierre, Laval Christian, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XXIème siècle*, La Découverte.

Eliasoph Nina, 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, coll. « Etudes Sociologiques », 2010, 32 p.

Fraser Nancy, 2004/1, « Justice sociale. Redistribution et reconnaissance », *Revue du Mauss*, n°23, p.152 - 164.

²⁸ Dans le cadre de Correspondances Citoyennes, nous accordons une place centre à ces pratiques d'écriture qui privilégient la description des situations, des ambiances, des perceptions pour rendre visibles et dicibles des pratiques sociales existantes ou en transformation.

Godrie Baptiste, Dos Santos Marie, 2017, « Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance », *Sociologie et sociétés*, n°49 (1), p7-31, <https://doi.org/10.7202/1042804ar>.

Gourges Guillaume, 2013, « Gouvernamentalité et participation. Lectures critiques », *Participations*, n°6, p.5-33.

Herreros Gilles, 2015 « RAC : Résistance et action collective, in *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance. Les chercheurs ignorants* , 2015, col. Presses de l'EHESP, p. 268 à 276.

Ion Jacques, 2005, Brève chronique des rapports entre travail social et bénévolat, De Boeck Supérieur, *Pensée plurielle*, n°2, 101, p.149-157.

Le Breton Eric, 2017, L'espace social des mobilités urbaines, *Sociologies* (En ligne). URL : <http://journals.openedition.org/Sociologies/5917>- Dossier où en est le pavillonnaire ?

Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance. Les chercheurs ignorants, 2015, collectif, col. Presses de l'EHESP, 283 p.

Nicolas-Le Strat Pascal, 2018, *Quand la sociologie entre en action. La recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique*, Les Editions du Commun, 232 p.

Nicolas-Le Strat, Pascal, 2013, *Quand la sociologie entre dans l'action : La recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique*, Sainte-Gemme, Presses Universitaires de Sainte-Gemme.

Ott Laurent, 2018, Pédagogie sociale et appropriation du territoire, dans *Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale*, coord. Hugues Bazin, Cahiers de l'action, Injep, n°51-52, p.55 - 66.

Payet Jean-Paul, Purenne Anaïk (dir.), 2015, *Tous égaux ! Les institutions à l'ère de la symétrie*, l'Harmattan.

Ravon Bertrand, Vidal-Naquet Pierre, 2018/1, Les épreuves de professionnalités, *Rhizome*, n°67, p. 74-81.

Sennett Richard, (2012), *Ensemble, pour une éthique de la coopération*, Albin Michel, 2014 (2012).

Souchard Nadine, 2019, « Jusqu'où les recherches-actions peuvent-elles être citoyennes ? Révéler les épreuves des fabriques du social par une radicalisation de la démocratie », communication au colloque international du GIS Démocratie et Participation, « *Localiser l'épreuve démocratique. Assemblages, circulations, imaginaires* », 14 au 16 nov, à la MSH Paris nord à St Denis.

Souchard Nadine. Banovich Eléonora, 2017, *Expérimentations et tensions autour des questions participatives : soutenir une politique publique et/ou soutenir les publics ? Des acteurs de la solidarité et de la coopération internationale à la recherche d'un commun régional en Bretagne*, consultable sur www.ccb-formation.fr.

Souchard Nadine, Bonny Yves, 2015-1, "La recherche-action coopérative, une voie contributive aux productions de la société civile", http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/article_souchard-bonny_mars_2015.pdf.

Zask Joelle, 2015, *Introduction à John Dewey*, La Découverte, col. Repères.